

**Intervention Meeting du Front de Gauche
à Clermont ferrand le 2 avril 2009
Corinne Morel Darleux**

Chers amis, chers camarades,

Je vais commencer par me présenter, car tous ici ne me connaissent pas. Je m'appelle Corinne Morel darleux, j'ai 35 ans et je vis dans la Drôme, à Die, au pied du Vercors.

Je ne suis pas une professionnelle de la politique, et c'est la première fois que je viens dans le Puy de Dôme. Alors au moins je ne vais pas vous faire le coup du national qui débarque et qui est t-e-l-l-e-m-e-n-t content de retrouver les lieux où il venait en vacances enfant...

Non, moi si je suis heureuse d'être là ce soir, je vais être honnête, ce n'est pas pour visiter Clermont. C'est d'abord parce que c'est un honneur pour moi d'avoir été invitée, en tant que secrétaire nationale du Parti de Gauche, à intervenir aux côtés d'André Chassaigne, Député du PCF, et de nos candidates Patricia Guilhot et Yvette Mercier. Nous avons tous hâte de les entendre, je vais donc tâcher de ne pas être trop longue. C'est aussi parce que, en tant que militante écologiste et altermondialiste, je sais que dans la région je porte la parole de nombreux camarades. J'espère me montrer à la hauteur de leur confiance ce soir. Et c'est enfin parce que quand je vous vois dans cette grande salle, si nombreux, si attentifs, je me dis que l'espoir il est là. De notre côté. Dans cette volonté que nous partageons de nous battre, de résister, et de changer radicalement la société.

Car vous le savez, l'élection européenne du 7 juin va se dérouler dans un contexte de crise économique, financière, sociale, écologique très difficile. Un contexte peu ordinaire d'effondrement du système.

Ce système capitaliste qui s'est construit sur la spéculation, et la finance mondiale, à grands coups de productivisme et de marchandisation de toutes les activités humaines. Résultat, les fermetures d'entreprises et les plans de licenciement se multiplient. Le chômage explose. Déjà 90 000 chômeurs de plus en janvier, 80 000 en février, ça fait 2 chômeurs de plus toutes les minutes ! Où est-ce que ça va s'arrêter ? A ce rythme là, on risque d'arriver à 1 million de chômeurs de plus à la fin de l'année ! Et face à cette situation dramatique, tout ce que trouve à faire Nicolas Sarkozy, c'est de s'obstiner dans les politiques libérales qui nous ont conduit au désastre ! La liquidation des 35 heures, la libéralisation des heures supplémentaires, les suppressions de postes dans les services publics, la réduction de la protection sociale... Il réussit le tour de force à la fois de réduire l'emploi et de pénaliser la population, tout en précarisant les plus faibles !

Et on veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent ? En 2008, les 756 contribuables les plus favorisés, grâce au bouclier fiscal de Sarkozy, se sont vu restituer 288 millions d'euros. C'est une somme difficile à appréhender... Cela fait précisément 381 000 euros par personne, soit l'équivalent de trente années de SMIC ! Voilà qui est déjà plus parlant ! Nicolas Sarkozy se paye de bons mots en parlant de moraliser le capitalisme, mais quand il s'agit par exemple de proposer une loi générale de plafonnement des rémunérations des dirigeants, il n'y a plus personne... L'UMP mérite décidément son nom : l'UNION POUR LE MAINTIEN DE LA PROFITATION.

Sauf que... mauvaise nouvelle pour eux : ils ne sont plus seuls ! On l'a vu le 29 janvier où nous étions 2 millions de personnes en colère dans les rues. Et on l'a revu le 19 mars avec cette fois-ci près de 3 millions de manifestants. Alors les libéraux peuvent bien essayer de nous refourguer leurs vieilles recettes : le dogme de la concurrence libre et non faussée, de la libre circulation des capitaux, de l'autorégulation des marchés...

Cette fois-ci, ça ne prend plus ! Même les néolibéraux appellent aujourd'hui l'Etat à la rescousse pour sauver leur système financier ! Il serait donc désormais permis de parler de « nationalisation » ou d'appropriation sociale ? Eh bien, on ne va pas se gêner !

Les valeurs historiques de la gauche, la solidarité, l'intérêt général, reviennent au goût du jour. Alors oui, nous allons parler de plus en plus de socialisation, de planification écologique, de service public, de protection sociale, de solidarités collectives. Camarades, il n'y a plus de gros mots ! L'heure de la contre-offensive idéologique a sonné !

Et nous devons saisir l'opportunité de l'élection européenne. D'abord, parce que les européennes sont les premières élections nationales depuis la présidentielle. C'est l'occasion de sanctionner N Sarkozy, et la politique de l'UMP. C'est l'occasion de changer la donne à gauche, de renforcer la gauche de combat, celle qui ne se résigne pas, qui ne capitule pas. **C'est l'occasion de dire haut et fort qu'une autre politique est possible en France et en Europe.** Car l'enjeu européen est d'importance et nous nous devons de proposer une autre Europe : **écologique, sociale et solidaire. Et j'insiste sur ces trois mots !** Car nous ne cherchons pas à faire fructifier notre côté « écolo » en oubliant l'impératif social, ce serait évidemment irresponsable ! Mais d'un autre côté, le risque est grand, face à la crise sociale, d'oublier l'urgence écologique et ce serait tout autant irresponsable. Nous ne faisons pas de l'écologie un simple sésame pour repeindre la gauche sociale en vert car c'est aujourd'hui que doivent se prendre les décisions politiques pour que demain les générations à venir puissent encore vivre bien, ensemble, sur cette planète. Nous prenons le risque, si nous ne planifions pas dès aujourd'hui la transition écologique de manière volontariste, sur le temps long, que le changement soit brutal, subi, antidémocratique et que la violence du choc écologique donne lieu à des dérives totalitaires. C'est donc une responsabilité politique importante

Et cette écologie sociale et solidaire que nous voulons porter, elle demande du courage, des choix et de la cohérence politique. **Elle passe notamment par le refus de la construction Européenne actuelle.**

La position du rassemblement Europe Ecologie mené par Daniel Cohn Bendit, défenseur du TCE et libéral convaincu, est à ce sens très contradictoire : il s'appuie sur l'Europe existante, en disant « oui » aux Traités actuels, alors que cette Europe organise exactement l'inverse de ce qu'il préconise : un marché européen intégré, c'est à dire qui favorise la circulation des marchandises selon la seule loi du marché, le démantèlement systématique des services publics. Cette Europe des lobbies, qui impose aux Etats d'accepter les OGM sans étude scientifique sérieuse, et condamne de fait l'agriculture biologique en permettant que celle-ci contienne des « traces » d'OGM. Cette Europe qui retire tout ce qui peut contraindre les entreprises du texte de la directive REACH de « lutte » contre les composés toxiques. Cette Europe qui ne cesse de pousser à la libéralisation des marchés agricoles et soutient l'agriculture productiviste à grands renforts de subventions, au détriment de l'agriculture paysanne. Cette Europe, enfin, qui permet que les émissions de CO2 soient « délocalisées » dans les pays du Sud ; qui certes adopte un plan climat-énergie, mais ne prévoit aucune sanction aux Etats membres qui n'en respecteraient pas les objectifs... Bref, globalement, si les acteurs agissent c'est bien et on les aide, s'ils veulent faire mieux c'est encore mieux, et s'il ne veulent rien faire... Tant pis.

Pour nous, c'est non ! Nous voulons changer d'Europe, pour construire une véritable politique écologique. Car s'il est un domaine où s'imposent une pensée et une action qui ne s'arrêtent à aucune frontière, c'est bien celui de l'écologie. Et l'écologie est incompatible avec le Traité de Lisbonne, ce clone du TCE que le peuple français avait pourtant rejeté en 2005 et que N Sarkozy et sa majorité ont ratifié à la sauvette à Versailles - tout un symbole ! - piétinant ainsi la souveraineté populaire avec la complicité de nombreux parlementaires de gauche.

Interrogés sur la catastrophe écologique, aujourd'hui, 92% des français estiment que le monde va mal. Et parmi eux, ils sont 43% à estimer que le gouvernement sous-estime le problème environnemental. 43%, c'est peu me direz vous... Sauf que 46% sont sans opinion ! **A nous de contribuer à cette prise de conscience et à sa solution. A nous de lancer un grand débat démocratique et citoyen. A nous de construire une alternative crédible ! Sinon, qui le fera ?** Chantal Jouano, l'actuelle secrétaire d'Etat à l'Ecologie qui déclare : "Il n'y a pas de crise écologique aujourd'hui, il s'agit uniquement d'une crise financière" ? On le sait, la droite est prête à tout pour sauver le capitalisme et ses intérêts de puissants, au mépris de l'intérêt général... Alors qui ? Le PS, qui sitôt terminé le congrès de Reims a rangé aux oubliettes ses grandes déclarations vertes et son pôle écologique ? Les Verts, qui s'allient aujourd'hui avec des libéraux prêts à ratifier le traité de Lisbonne, et qui veulent nous faire croire que l'écologie serait au-delà du clivage gauche-droite, compatible avec un capitalisme « réformé » ?

Non, mes camarades, **aujourd'hui c'est à nous, le Front de Gauche, de porter le projet d'une Europe écologique** qui lutte contre la dégradation des milieux naturels, réoriente la politique agricole commune en faveur de l'agriculture paysanne, qui développe les modes de transports les moins polluants et favorise le développement des énergies renouvelables. Le projet d'une **Europe sociale**, avec l'harmonisation vers le haut des normes sociales, l'arrêt immédiat des ouvertures à la concurrence des services publics, la mise en place d'un bouclier douanier aux frontières de l'UE pour lutter contre le dumping social et prendre en compte l'empreinte écologique. D'une **Europe solidaire**, enfin, pour lutter contre la fracture économique et sociale à l'intérieur de l'UE, avec un budget européen et des fonds structurels augmentés, et avec une politique ouverte de partenariat avec les pays du Sud, en rupture avec la logique libérale de l'OMC et de l'Europe fortresse.

Pour construire cette Europe écologique, sociale et solidaire, nous disposons déjà d'un outil : le Front de Gauche. Au PCF et au PG, s'ajoute désormais la Gauche Unitaire de notre ami Christian Picquet. Et si certains ont fermé la porte, nous maintiendrons jusqu'au bout notre proposition. Car dans ce contexte historique de crise du capitalisme, nul ne doit manquer à l'appel de l'unité de la gauche antilibérale.

Mais maintenant il faut aller au-delà des organisations et faire du Front de Gauche un véritable Front Populaire ! Alors, nous devons nous adresser aux groupes locaux, aux syndicalistes, aux militants associatifs, aux citoyens, à tous celles et ceux qui souffrent de la situation, qui ne se résignent pas, pour créer des comités populaires et citoyens du Front de Gauche et aller à la rencontre de ceux qui ne comprennent plus le monde dans lequel nous vivons, qui ont besoin d'espoir.

A toutes et tous nous disons que l'heure n'est pas à la résignation mais au combat. Luttons, résistons, et construisons une perspective politique écologique, sociale et solidaire. Tous ensemble, avec le Front de Gauche !